

Le gouvernement camerounais présente le projet agricole de 5 milliards Fcfa autour de Kribi

Le gouvernement camerounais, à travers le ministre de l'Agriculture, Henri Eyebe Ayissi, réalise progressivement une promesse faite en mars 2018 ; celle de la mise en œuvre du projet baptisé «Ceinture agricole » autour de Kribi, ville abritant un complexe industrialo-portuaire.

Dans la vision stratégique qui sous-tend cette « Ceinture agricole » présentée le 13 novembre à Yaoundé par le jeune capitaine d'industries agricoles, Samuel Tony Obam Bikoue, l'opérationnalisation de ce programme va en effet, relever plusieurs défis socio-économiques. Il s'agit entre autres, de nourrir le grand flux des populations qui convergent à Kribi, « le nouvel eldorado portuaire, industriel, touristique et le bassin de milliers d'emplois». En outre, a expliqué M. ObamBikoue, il est question d'assurer l'exportation des produits agricoles camerounais en qualité et en quantité à travers le port en eau profonde de Kribi, la création des unités de transformation des produits agricoles issues de la ceinture » à Mbébé et dans la zone industrielle de la place portuaire. Cela, pour assurer la sécurité alimentaire des régions impactées par la crise sécuritaire, notamment dans le Sud-Ouest, le Nord-Ouest et le Littoral.

A terme, a indiqué à son tour le ministre Eyebe Ayissi, le projet d'un montant de 5 milliards FCFA, permettra la création de 1 500 emplois ruraux par an et pendant cinq ans. Ce qui fera un total de 7 500 emplois au bout du compte. Les partenaires du gouvernement dans ce projet qui devrait être mis en œuvre en 2019 sont : le port autonome de Kribi, le

géant Hévécam et les producteurs réunis sous la coupole de la Coopérative agroforesterie industrielle de l'Océan.

Sources: journaloo Emergence, édition du 15 novembre 2018

[Toutes les actualités économiques](#)

Nouveau mandat de Paul Biya: Les défis du septennat 2018-2025

Il y'a entre autres les contraintes sécuritaires à l'intérieur comme aux frontières, la consolidation de la paix, de l'unité nationale et du vivre-en-semble, l'accélération des préparatifs de la CAN 2019, le parachèvement de la mise en œuvre du Plan d'urgence triennal pour l'accélération de la croissance et de l'emploi ainsi que le Plan d'urgence spécial jeunes, l'accélération du processus de décentralisation à travers notamment la mise en place des régions.

Depuis la fin de l'année dernière, Paul Biya n'a eu de cesse de relever la volonté affichée des Camerounais de s'impliquer dans la gestion de leurs affaires locales. Dans le cadre des affectations spéciales, il est prévu l'octroi aux collectivités territoriales décentralisées du produit du droit de timbre

automobile. Ce mercredi 21 novembre 2018, à l'hémicycle de Ngoa-Ékellé à Yaoundé, le premier ministre chef du gouvernement a présenté aux députés de la nation le programme économique, financier et socioculturel du gouvernement au titre de l'exercice 2019 qui coïncide avec le début du nouveau septennat 2018-2025, et le démarrage d'un nouveau triennal des

politiques publiques 2019-2021. Un rituel auquel est habitué Philemon Yang. La séance plénière était présidée par le député Cavaye Yéguié Djibril, le président de la Chambre basse du Parlement camerounais. Avant de présenter ledit programme à la Représentation nationale, le premier ministre chef du gouvernement a esquisé un bilan des acquis de l'exercice 2018 qui tire à sa fin, en mettant l'accent sur les principales réalisations du gouvernement secteur par secteur. Par la suite, il a présenté les grandes lignes du prochain budget. Et parlant des enjeux et défis, le PM a cité, entre autres, le développement de l'économie numérique, la réduction du déficit de notre balance commerciale impactée par l'importation des denrées alimentaires, la mise en œuvre d'un plan directeur d'industrialisation, la production et la distribution plus accentuée de l'énergie électrique, la mise en place de la sécurité sociale, la mise en place d'une politique d'habitat social digne de ce nom.

Création d'emploi

Par ailleurs, Philémon Yang a parlé de l'amélioration des conditions de vie des populations par la mise à leur disposition des différents services sociaux de base, leur meilleure implication dans la gestion des affaires locales, la relance de la croissance et la création des emplois pour les jeunes, l'industrialisation d'une agriculture de seconde génération, la poursuite de la mise en œuvre du programme économique et financier 2016-2019, sur la modernisation de l'appareil de production, la promotion des activités agropastorales et agro-industrielles, l'amélioration des capacités d'offre dans le domaine énergétique, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et du climat des affaires, l'amélioration de l'accès au financement, la promotion des industries locales et la transformation accrue des produits locaux.

Le chef du gouvernement n'a pas omis la modernisation de

l'appareil de production, la promotion des activités agropastorales et agro-industrielles, l'amélioration des capacités d'offre dans le domaine énergétique, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et du climat des affaires, l'amélioration de l'accès au financement, la promotion des industries locales et la transformation accrue des produits locaux. Le premier ministre chef du gouvernement s'est d'ailleurs étendu sur les orientations données par le chef de l'État dans son discours prononcé lors de la prestation de serment, le 06 novembre dernier. À en croire Philémon Yang, l'objectif majeur au cours de l'année 2019 reste la consolidation de la croissance pour la rendre plus forte, durable, inclusive et génératrice d'emplois.

Le budget de l'exercice prochain rentre, selon le premier ministre, dans le cadre de la volonté du chef de l'État de continuer à impulser une croissance forte dans un environnement international marqué par la relative montée des prix du pétrole et un contexte national caractérisé par la mise en œuvre du Programme économique et financier triennal conclu avec le Fonds monétaire international (FMI) le 26 juin 2017, et de lutter contre l'insécurité dans les régions du Nord-ouest, du Sud-ouest, et de l'Extrême-nord. En dehors de la fourniture de certains services sociaux de base aux Camerounais, des projets majeurs seront lancés, à l'instar du barrage de Nachtigal. Pour tout dire, un accent sera mis sur tous les secteurs qui touchent au vécu quotidien des populations.

Maintenant que les Camerounais attendent de voir ces engagements se traduire en réalité, il reste que les parlementaires accordent une attention particulière au programme économique, financier, social et culturel que le Pm a solennellement présenté. Ce cérémonial passé, va suivre l'examen au fond du projet de loi des finances au sein de la Commission des finances et du budget de l'Assemblée nationale. Un examen qui va ouvrir la voie à la défense des enveloppes

proposées par les ministres.

Journal Essigan, édition du 22 Novembre 2018

Toutes les actualités économiques

ELECTRICITÉ: Lancement des travaux de construction de l'usine de pied du barrage de Lom pangar, le 20 septembre

En procédant au lancement des travaux de construction de l'usine de pied du barrage, le 20 septembre dernier sur le site éponyme, Gaston Eloundou Essomba annonce la fin du calvaire des populations de la région.

Le barrage de Lom Pangar va rendre l'électricité si bon marché que seuls les riches pourront se payer le luxe d'utiliser des bougies». Plus qu'une parodie, la phrase de Gaston Eloundou Essomba a le don d'accompagner le vœu de toute la région de l'Est-Cameroun. Le 18 septembre 2018, une coupure d'énergie survenue en début de soirée réveille le souvenir de la grogne du 18 juillet dernier à Bertoua. «On ne sait pas ce qui se passe avec notre courant, c'est encore un 18 que ça se coupe», remarque Anselme Mboagké, un habitant du quartier Nkolbikon. Sidonie, son épouse, est désabusée face aux lenteurs. «Cela fait plus d'un an après la pose de la première pierre de la centrale (juillet 2017, NDLR) et la mise en service du barrage de retenue (réceptionné en juin 2017, NDLR), c'est trop!»,

pestet-elle.

Si les profanes ne comprennent pas grand-chose à la situation, des informations livrées par le ministère de l'Eau et de l'Energie (Minée) sont formelles : l'Est est alimenté par six centrales thermiques constituant un réseau autonome. La plus importante des centrales thermiques a une puissance de 16 MW et dessert les villes de Bertoua, Abong Mbang, Batouri et Belabo. Les autres villes de l'Est sont alimentées par des centrales dites isolées. Toutes ces centrales thermiques fonctionnent au gasoil. Les difficultés liées à l'approvisionnement en asoil de cette centrale ont induit des perturbations dans la fourniture de l'énergie aux populations de l'Est du Cameroun au cours de ces derniers jours. Le réseau connaît un déficit d'environ 04 MW sur une demande de 12,4 MW, informe-t-on. En termes de coût, la centrale de Bertoua consomme 40 mille m3 de gasoil par jour, ce qui coûte au moins 20 millions F Cfa

Comme solution envisagée à moyen terme pour renforcer la puissance installée dans cette région, le gouvernement mise sur «l'effet Lom Pangar». Ce 20 septembre 2018, le Minée préside la cérémonie de lancement des travaux de construction de l'usine de pied Gaston Eloundou Essomba rassure: «Ce barrage permettra d'injecter dans le réseau interconnecté Sud, au moins 80 MW de puissance supplémentaire et contribuera à fournir permanemment à toutes les populations de la région de l'Est une électricité de qualité et en quantité». Tous les obstacles sont levés pour un démarrage immédiat des travaux et leur poursuite jusqu'à la mise en service complète de l'usine. D'ores et déjà, 4 milliards F CFA sont débloqués. L'argent, apprend-on, représente l'avance de démarrage des travaux, conformément aux exigences des bailleurs de fonds.

Selon Gaston Eloundou Essomba, une partie importante du matériel (équipements de commande, la salle de commande, turbines, etc.) devant servir à la construction de l'usine est en cours de fabrication en Chine. Il s'agit pour le

constructeur China Camc Engineering de gagner en temps pour tenir les délais contractuels. D'après l'échéancier validé par les parties impliquées, toutes les conditions sont réunies afin de livrer l'usine. La mise en service du poste évacuateur devrait avoir lieu dans environ 24 mois (septembre 2020), la première turbine livrée dans 26 mois (novembre 2020), et la quatrième dans environ 32 mois (vers avril, mai 2021). Les financements viennent de la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque de développement des Etats de l'Afrique centrale (BDEAC). Ces deux organismes bancaires mettent 30 milliards et 9 milliards de F CFA respectivement pour l'usine de pied et la ligne HT de 90 Kv. A terme, l'énergie de la centrale sera acheminée dans le chef-lieu de la région de l'Est. Ce sera via une ligne haute tension de 90 kilovolts (kV) de 105 à 120 kilomètres de long, ainsi qu'un poste de transformation 90/30 kV prévu à Bertoua.

Journal Intégration, édition du 30 septembre 2018

[Toutes les actualités économiques](#)

Nexttel, rivalise désormais avec Orange et MTN en termes de nombre d'abonnés

La filiale camerounaise du groupe télécoms vietnamien Viettel a annoncé dans un communiqué publié le 15 août 2018 qu'elle a atteint la barre des 5 millions d'abonnés.

Le plus grand perdant est la filiale locale du groupe sud-

africain MTN International, qui revendiquait déjà plus de 10 millions d'abonnés dans le pays il y a 5 ans.

Une belle progression pour Nexttel qui a officiellement lancé ses activités en septembre 2014, et qui vient également d'annoncer un partenariat avec la firme israélienne Gilat Telecom, aux fins du déploiement du réseau 4 G.

Selon des analyses, de Ovum, une entreprise britannique spécialisée dans l'analyse stratégique concernant l'industrie des réseaux et des télécommunications, sur la période 2017-2021, Nexttel et Orange grignoteront d'importantes parts de marché à MTN Cameroun.

Le parc d'abonnée de MTN et Orange pourrait encore faire les frais du lancement du réseau 4G annoncé par Nexttel.

[Toutes les actualités économiques](#)

Paul Biya met fin à la présence d'un contrôleur financier du ministère des Finances, à la CNPS

Le président vient d'accorder de nouvelles prérogatives à la direction générale et au conseil d'administration de ladite institution.

La principale innovation de ce décret réside dans la gestion financière. La CNPS obéit désormais aux règles et principes du plan comptable de référence de la CIPRES qui prescrit que sa gestion soit mise en œuvre par un directeur en charge des

finances et de la comptabilité, placé sous l'autorité directe du directeur général. Un changement qui met fin à la présence des agents comptable ou du Contrôleur financier du ministère de tutelle dans ses services.

En outre, la CNPS n'est plus soumise aux dispositions du Code des marchés publics. Elle pourra désormais lancer ses appels d'offres, les dépouiller et attribuer les marchés, sous le contrôle du Conseil d'administration, chargé de veiller au respect des règles de concurrence, d'égalité de traitement des candidats, de transparence et de juste prix. Les autres changements apportés par le décret du chef de l'Etat résident dans le traitement des employés, dont le reversement des cotisations devient une priorité, et dont un des représentants siègera au conseil d'administration.

Paul Biya a ainsi consacré l'autonomie de cette structure, tout en l'arrimant notamment au «traité de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), ratifié par l'Etat du Cameroun », et celui de l'OHADA qui porte sur l'harmonisation du droit des affaires en Afrique.

[Toutes les actualités économiques](#)